

# Sondage France Télécom : les salariés expriment leur malaise

A peine **39 % des salariés** sont aujourd'hui fiers de travailler pour le groupe France Télécom/Orange. Ils étaient 96 % auparavant. Ces chiffres sont issus du [vaste sondage interne](#) organisé par Technologia et lancé le 19 octobre pour prendre le pouls des 102 000 salariés de l'entreprise après la [vague de suicides](#) qui a frappé l'opérateur ces derniers mois. Cette évolution résume à elle seule le malaise qui frappe les employés de France Télécom et confirme le tableau noir dressé par les syndicats.

La transformation de France Télécom en société privée (l'Etat détient moins de 27% du capital) se sera faite dans la douleur pour la majorité des **80 000 salariés qui ont répondu** au questionnaire interne. Ainsi, plus de **25%** d'entre eux se trouve dans une «situation de risque» et se voit confronter à des conditions de travail difficiles, des désajustements professionnel ou des relations sociales dégradées.

En conséquence, une majorité (**55 %**) des employés se déclarent «plutôt pas satisfaits» et **45 %** «plutôt satisfaits». Notamment parce que **65 %** considèrent que leurs conditions de travail se sont dégradées tandis que **30 %** ne constatent aucun changement et **5 %** relève des améliorations.

Conséquence, le malaise monte en charge. Ainsi, **52 %** des sondés évoquent avoir ressenti du stress et de la fatigue au cours des 12 derniers mois, et **40 %** évoquent une fréquence élevée de ces phénomènes. Seuls **8%** estiment ne pas ressentir ces symptômes. La santé en prend alors un coup pour **39 %** des salariés qui estiment qu'elle s'est dégradée ces 5 dernières années. Pour la majorité (**60%**) cependant, elle s'est maintenue.

La direction de France Télécom n'a cependant pas attendu les résultats du sondage pour tenter d'endiguer ce malaise et, surtout, la vague de suicides. L'arrivée de **Stéphane Richard** en octobre, aujourd'hui [directeur général délégué](#) du groupe, a insufflé une bouffée d'air frais. Il a notamment lancé un plan d'aménagement du temps de [travail des seniors](#) et annoncé la remise en cause de la mobilité imposée tous les trois ans des cadres dirigeants.